

Le dividende démographique et le développement en Afrique

Fonds des Nations unies pour la population



Photo © Ollivier Girard/UNFPA WCARO
Ces jeunes filles ont bénéficié de bourses et de kits scolaires et sanitaires. Leurs familles d'accueil ont reçu des denrées alimentaires supplémentaires (projet SWEDD - Village Tiéména, Mali).

25 ans après Le Caire, Cap sur les ODD

Le temps d'une génération s'est écoulé depuis la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) du Caire, en 1994. Un quart de siècle plus tard, alors que le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) fête ses 50 ans, où en est-on ? Un cap a été franchi : le temps n'est plus aux discours mais à l'action, pour transformer la vie des générations futures. Le bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et centrale accompagne au quotidien l'aspiration de l'Union africaine (UA) d'investir dans la jeunesse, le véritable fer de lance dans la construction de l'Afrique qui vient. Les avancées faites s'inscrivent désormais dans l'Agenda 2063 de l'UA et les Objectifs du développement durable (ODD).

Les résultats concrets parlent d'eux-mêmes. L'approche globale, qui vise à rassembler le plus de partenaires, du chef de village aux grandes agences des Nations unies, en passant par les imams, les Premières dames et les chefs d'État, se traduit par des impacts quantifiables. Exemple, le projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD), s'inscrit dans les bonnes initiatives à répliquer à une plus large échelle.

Toute l'action du bureau régional de l'UNFPA en Afrique de l'Ouest et centrale repose sur un axe clair : la capture du dividende démographique, qui va permettre l'essor économique tant attendu du continent. Sa philosophie consiste à construire l'avenir en répondant aux besoins pressants des populations les plus vulnérables. Il s'agit de faire en sorte que plus rien ne soit comme avant, en se servant de quatre grands leviers. Les partenaires doivent en premier lieu s'approprier les impératifs de la capture du dividende démographique. Ensuite, des cercles vertueux de changement sont enclenchés, en plaçant les partenaires au développement derrière les pays africains, et non plus devant, pour les soutenir dans la réalisation de leurs propres aspirations. Il paraît essentiel de changer le discours sur les questions de population, en faisant le lien entre la démographie et les demandes sociales non satisfaites, le marché du travail, les migrations, sans oublier les facteurs d'instabilité. Enfin, l'implication des jeunes est devenue centrale, avec des liens de confiance renouvelés avec les aînés, dans le respect des valeurs, des cultures et des religions. Les Africains, désormais, avancent sur ce chantier, en investissant leurs propres ressources. L'opportunité est unique pour l'Afrique de sortir de la pauvreté et de l'insécurité, pour enfin entrer dans une ère de prospérité. C'est le moment pour la communauté internationale d'accompagner les Africains et d'accélérer la réalisation des ODD et de l'Agenda de l'Afrique 2063, l'Afrique que nous voulons.

Au Caire, en 1994, un changement majeur intervient dans la façon dont la communauté internationale envisage la démographie. Il ne s'agit plus seulement du contrôle de la croissance démographique des pays en développement, mais de changement social. Aller au-delà du planning familial suppose l'autonomisation de la femme, ainsi que des mesures plus complètes sur la santé sexuelle et reproductive, et un effort massif de scolarisation des filles. La raison en est toute simple. « Dans nos pays, la femme ayant fait des études secondaires a deux fois moins d'enfants que celle qui n'a pas été scolarisée, explique Mabingué Ngom, le directeur régional du bureau du UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Avec la promotion de la scolarisation des filles, surtout au-delà du secondaire, la transition de la fécondité va s'accélérer. »

La conférence du Caire pose donc les bases d'un nouvel axe, qui prend en compte la santé et le respect des droits des femmes. Un an plus tard, la conférence mondiale sur les femmes de Pékin marque elle aussi un tournant. Pas moins de 189 pays adoptent alors un programme d'action pour l'autonomisation des femmes. L'UNFPA a fait siens



Photo © Ollivier Girard/UNFPA WCARO
Vélos donnés aux jeunes filles bénéficiaires du projet SWEDD au Mali.

ces objectifs, qui visent à promouvoir la santé maternelle et infantile, la planification familiale, la lutte contre les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines (MGF), les violences de genre et les mariages précoces.

En 25 ans, les taux de MGF et de mariages d'enfants ont baissé. Dans les 30 pays où les MGF sont les plus répandues, près de la moitié des filles les avaient subies en 1994, contre moins d'un tiers aujourd'hui. En 1994, un tiers des jeunes femmes étaient mariées avant l'âge de 18 ans, contre moins d'un quart aujourd'hui. Seul problème : l'élimination des pratiques néfastes ne suit pas le rythme de la croissance démographique, comme l'a rappelé lors de sa première visite à Dakar le directeur exécutif adjoint de l'UNFPA, Dereje Wordofa. L'excision recule, partout où l'on se bat contre elle, mais 50 millions de jeunes filles en Afrique restent exposées à ce risque d'ici 2030, sur 68 millions dans le monde.

L'action reste donc urgente, dans un contexte de transition démographique en Afrique où l'essor de la jeunesse pose des défis colossaux. La population totale du continent va en effet passer de 1 milliard de personnes en 2010 à 1,6 milliard en 2030 et 3 milliards en 2065, avec 531 mil-

lions de jeunes en 2065 (30,2% de la population totale). La fécondité décline, certes, mais reste élevée. En Afrique, elle est passée de 5,7 enfants par femme en moyenne à 4,4 entre 1990 et 2015 – avec des variations régionales importantes. Sur la période, le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 3,5 à 2,3 en Afrique australe, de 4,1 à 2,9 en Afrique du Nord, de 6,4 à 5,3 en Afrique de l'Ouest, de 6,9 à 5,2 en Afrique centrale et de 6,4 à 4,5 en Afrique de l'Est. La population africaine, la plus jeune du monde, le restera pour longtemps encore.

Le dividende démographique est attendu avec impatience sur le continent. Cette accélération de la croissance économique résulte de la modification de la structure par âge de la population, avec moins de personnes à charge par actif. Aussi, avec moins de personnes à supporter, scolariser, nourrir, habiller et soigner, les pays disposent d'une fenêtre d'opportunité pour une croissance plus

Avec la promotion de la scolarisation des filles, surtout au-delà du secondaire, la transition de la fécondité va s'accélérer.

rapide : il se dégage alors une épargne et les investissements qui suivent peuvent générer le dividende démographique. Toutefois, des politiques cohérentes et des investissements dans le capital humain sont nécessaires, car le dividende n'a rien d'automatique. « Il est estimé que sa réalisation pourrait générer une croissance économique exceptionnelle en Afrique, de l'ordre de 500 milliards de dollars par an sur 30 ans au moins, si l'on se base sur l'expérience asiatique », précise Mabingué Ngom.

Ce potentiel sans précédent nécessite de changer la structure de la population, d'autonomiser la femme, mais aussi d'améliorer la santé et l'éducation. Le mot d'ordre n'est plus tant au contrôle des naissances, mais à la planification familiale volontaire basée sur les droits humains, où chaque personne ou couple choisit le nombre d'enfants qu'il veut avoir et à quel moment. Dans ce cadre, les efforts déployés par l'UNFPA en Afrique de l'Ouest et centrale visent à faire passer les bons messages par les bons messagers : outre les artistes, l'action prend désormais appui sur les personnes les plus respectées dans leurs sociétés, les chefs religieux et traditionnels, qui ont compris toute l'importance de l'enjeu. ■



Les projets phares

Autonomiser les femmes et les filles dans le Sahel

Le temps n'est plus au discours, mais à l'action, pour transformer la vie des générations qui viennent. Un effort remarquable a été entrepris dans ce sens en Afrique de l'Ouest, avec le projet SWEDD, désormais répliqué avec succès au Sahel.

SWEDD, en français : Projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel. Son approche, à la fois générale, concrète et durable, a donné des résultats probants. En toute logique, la même stratégie a été adoptée dans le bassin du lac Tchad, avec succès, dans le cadre d'un autre projet centré sur la résilience au Niger et au Tchad.

À la suite d'un vibrant appel en faveur de la capture du dividende démographique, lancé en novembre 2013 par le président du Niger, Mahamadou Issoufou, SWEDD a été mis en œuvre dans six pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Financé à hauteur de 207 millions de dollars par la Banque mondiale, sur une première phase de cinq ans (2013-2019), il a été piloté par le bureau régional en Afrique de l'Ouest et centrale UNFPA-WCARO et l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS). L'approche donne un leadership aux bureaux pays de l'UNFPA, un jalon novateur dans les partenariats multiples dédiés aux ODD. De leur côté, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Unicef participent à l'effort, ainsi que 150 sociétés privées, dont Facebook, Orange et Ecobank, mobilisés grâce à l'appui de Global Business Coalition for Health.

Les leviers d'action de SWEDD visent à changer les pratiques, donc les mentalités. Une vaste campagne de communication a été déployée dans les médias et sur les réseaux sociaux, touchant plus de 300 millions de personnes. Pas moins de 1 640 « écoles de maris et futurs maris » ont permis d'expliquer aux



Photo © Ollivier Girard/UNFPA WCARO
Séances d'animation au Club des Maris du Village de Bébougou.
Projet SWEDD, District de Houndé, Burkina Faso.

hommes, dans les villages, pourquoi il est crucial d'espacer les naissances et de laisser les épouses accéder aux soins prénataux et néonataux. Plus de 3 400 « espaces sûrs » ont bénéficié à 102 000 adolescentes. Autant de jeunes filles ont suivi des programmes de formation professionnelle, y compris aux métiers non traditionnels, comme la mécanique.

Six observatoires nationaux du dividende démographique ont été installés, pour permettre à chaque pays de suivre des indicateurs précis, sans naviguer à vue. Fin 2018, le projet a permis la

création de trois centres d'excellence dans l'apprentissage des métiers de sage-femme et d'infirmier, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Entre 2015 et 2018, le nombre de sages-femmes et infirmiers dans les six pays du SWEDD est passé de 31 043 à 35 775, tandis que la prévalence des méthodes modernes de contraception a augmenté : on comptait 4,3 millions de nouvelles utilisatrices, de 2016 à 2018, dans les six pays.

Le projet a permis une sensibilisation particulière des chefs religieux et communicateurs traditionnels, dont

Alors que l'objectif initial portait sur 35 000 bénéficiaires au Tchad et au Niger, 67 000 réfugiés et personnes déplacées ont reçu des services de santé reproductive et de lutte contre les violences de genre, entre décembre 2017 et juin 2019.

Alima Yakoy Adam, ex-kamikaze devenue parajuriste

Dans une autre vie, Alima Yakoy Adam, Tchadienne aujourd'hui âgée de dix-neuf ans, a été kamikaze. Alors qu'elle n'a que quinze ans, son mari l'emmène dans un camp d'entraînement de Boko Haram, à la frontière entre le Tchad et le Nigeria. La secte islamiste armée qui sévit dans le nord du Nigeria a un projet pour elle : la transformer en bombe humaine. Lorsqu'elle refuse, elle est menacée d'exécution immédiate. Avec deux autres jeunes filles, elle est droguée et envoyée sur un marché de Bol, à l'ouest du Tchad, pour se faire exploser. L'attentat échoue : elles sont repérées. Ses deux complices sont tuées en activant les explosifs, qui la blessent gravement. Elle doit être amputée de ses deux



jambes. Après une période de captivité, elle est libérée et rendue à sa communauté sur l'île de Ngomirom Doumou, dans la région du lac Tchad, où elle est aussitôt stigmatisée. Elle trouve le soutien qui lui manque auprès de l'UNFPA qui mène un programme de réhabilitation pour les victimes de violences basées sur le genre et les survivantes de Boko Haram. Elle reçoit des soins et une formation de parajuriste (technicienne en droit), un métier qu'elle exerce aujourd'hui pour venir en aide aux jeunes filles et aux femmes. «*Ma douleur n'est pas seulement physique, elle est surtout morale, témoigne-t-elle. Si j'avais été éduquée, rien de tout cela ne serait arrivé. Je veux rendre les jeunes gens conscients, pour qu'ils ne tombent pas comme moi dans le piège de l'extrémisme violent.*

l'influence auprès des populations en fait des vecteurs incontournables dans la diffusion des messages liés à l'autonomisation de la femme. En avril 2018, au Caire, le Centre islamique international pour la recherche et les études en population de l'université Al-Azhar, une structure lancée avec l'appui de l'UNFPA, a ainsi organisé un atelier de formation de 42 leaders religieux du Sahel.

La résilience dans le bassin du lac Tchad

Ces résultats remarquables ont incité le Bénin à rejoindre le projet, reconduit jusqu'en 2023. Le Sénégal, le Togo, la Gambie, la Guinée et le Cameroun ont marqué leur intérêt, et il est question de faire passer le projet à une échelle continentale.

La même approche globale a prévalu dans le bassin du lac Tchad, l'une des régions les plus pauvres du monde, exposée à la violence de la secte islamiste Boko Haram. Comment construire la résilience en pariant sur les femmes et les jeunes, pour en faire des acteurs du changement et du développement ? Financé à hauteur de 1,5 million de dollars par le Danemark, ce projet s'est déployé en décembre 2017 au Tchad et au Niger, en s'appuyant, là encore, sur les chefs traditionnels, les femmes, les jeunes et les organisations religieuses.

Pragmatique, l'approche a ciblé les centres de santé, les écoles et les madrasas. Dans une région marquée par les plus forts taux de fécondité du monde (6 enfants par femme en moyenne au Niger) et la prévalence des mariages précoces (qui concernent 76 % et 69 % des filles de moins de dix-huit ans au Niger et au Tchad), les résultats ont largement dépassé ses objectifs initiaux. Alors que l'objectif initial portait sur 35 000 bénéficiaires, 67 000 réfugiés et personnes déplacées ont reçu des services de santé reproductive et de lutte contre les violences de genre,

entre décembre 2017 et juin 2019. Près de 7 500 accouchements ont été médicalement assistés, 32 000 femmes ont pu suivre une consultation prénatale, et plus de 4 000 ont reçu des moyens modernes de contraception. Une centaine de personnels de santé a été formée, 284 000 préservatifs distribués et 52 500 personnes ont suivi des cours d'éducation sexuelle. Enfin, plus de 20 000 filles et femmes ayant subi des violences ont reçu un soutien psychologique et légal dans les quatorze « espaces sûrs » aménagés pour elles au Niger et au Tchad. ■



Photo © Ollivier Girard/UNFPA WCARO
Deux adolescentes bénéficiaires du projet SWEDD au Niger.

Sénégal

FassE, investir dans le capital humain des quartiers populaires

À Dakar, le projet pilote FassE permet d'améliorer la santé des habitants et d'offrir de nouvelles perspectives d'emplois aux jeunes et aux femmes.

C'est une petite place qui abrite une mosquée, dans le quartier populaire de Fass, à Dakar, réputé pour son marché. La mairie et le centre de santé s'y côtoient, au cœur d'une commune de 80 000 âmes qui regroupe les quartiers de Fass, Colobane et la Gueule Tapée. À la mairie, on se réjouit de la mise en œuvre du projet « FassE », avec un grand E pour « émergence ».

Ce quartier a été retenu par l'UNFPA en raison de ses indicateurs démographiques, sociaux et économiques, et car il représente le Sénégal et l'Afrique en miniature. Le projet vise à réaliser la capture du dividende démographique à l'échelle de cette commune pilote, en investissant dans le capital humain. Il est destiné à être répliqué ailleurs, notamment en Guinée.

Axé sur la santé de la mère et de l'enfant, ainsi que sur la santé sexuelle et reproductive, le projet FassE vise à construire un tout nouveau centre de soins moderne sur le site de l'actuel poste de santé, pour en relever le plateau médical et le doter d'une maternité. « Les équipements sont déjà là et les populations se montrent enthousiastes », commente Samba Baldé, le secrétaire général de la commune. « Le projet, souligne-t-il, est arrimé au PSE (Plan Sénégal émergent) gouvernemental et comporte quatre composantes : la santé sexuelle et reproductive ; la lutte contre la déperdition scolaire ; l'autonomisation des femmes ; l'employabilité des jeunes. » Des ateliers de formation d'une capacité de cinquante apprentis sont organisés par sessions de trois mois, pour des métiers allant de la mécanique à l'artisanat, en passant par la réparation de téléphones portables.

Des besoins tangibles

« Le projet va nous permettre d'être en contact avec des populations vulnérables, dans des quartiers où la pauvreté est importante et où l'enjeu consiste à faire augmenter le taux de fréquentation », explique Amadou Sow, l'infirmier-chef du poste de santé de Fass, qui donne des consultations et prescrit des médicaments. Outre la vaccination des enfants, les femmes enceintes pourront bénéficier d'une consultation prénatale à Fass, sans être obligées de se rendre à l'hôpital Abass Ndao ou à Colobane. Le poste de santé a pour l'instant des capacités d'accueil limitées et ne dispose que d'une sage-femme. Les visites s'y font actuellement au rythme de cinquante personnes par jour, avec des pics de fréquentation lors de la saison des pluies, quand on doit faire face à la hausse des cas de paludisme, de dermatose et les maladies diarrhéiques des enfants de moins de cinq ans, provoquées par les eaux stagnantes. ■

La fatwa qui change tout

« Historique ». C'est ainsi que la presse a qualifié la toute récente fatwa prononcée par Salah Abbas, grand imam adjoint de l'université Al-Azhar du Caire, l'institution qui fait référence dans l'islam sunnite. « Le mariage est basé sur le consentement, lequel exige que la jeune femme ait atteint l'âge de la maturité et la raison pour qu'il soit valablement donné. L'âge de 18 ans marque le stade où une femme peut valablement exprimer sa volonté de se marier. Il garantit qu'elle puisse jouir de ses droits fondamentaux à l'enfance, à l'éducation et à la capacité d'assumer la responsabilité du mariage ».

Tout un symbole : cet avis juridique a été rendu le 19 juin 2019 à Dakar, lors du premier Sommet africain sur les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants.

Cette fatwa va tout changer, dans le travail déjà entrepris par les chefs religieux et les « communicateurs traditionnels » que sont les griots, marabouts et chefs traditionnels. De plus en plus, ces leaders d'opinion écoutés et respectés préconisent la fin des mariages précoces, plaident pour la scolarisation des filles et diffusent un message de contrôle et d'espacement des naissances. Conscients des enjeux, dans des régions où les taux de fécondité restent élevés (5,5 enfants par femme en moyenne en Afrique de l'Ouest) et le recours aux méthodes modernes de contraception encore faible (13% en Afrique de l'Ouest et centrale contre 22% au sud du Sahara), ils sont activement encouragés par l'UNFPA-WCARO. Dans la foulée d'une première concertation régionale en 2015, à Dakar, avec le clergé chrétien et musulman, une cohorte de 42 imams et prédicateurs a été formée en avril 2018 à Al-Azhar, au Caire. Ils ont approfondi leur connaissance des textes de l'Islam relatifs à l'espacement des naissances et la responsabilité des parents. Une centaine de chefs traditionnels à la tête d'organisations nationales ont formé, fin novembre 2018 à Dakar, un réseau régional destiné à échanger bonnes pratiques et expériences.





Priorité aux résultats concrets grâce aux partenariats

Mabingué Ngom, spécialiste sénégalais du développement et des politiques publiques, dirige depuis janvier 2015 le bureau régional du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, à Dakar. Il a mis le cap sur des changements concrets, et fait de son institution une locomotive en matière de résultats et de partenariats.

Quelle est la philosophie qui anime le bureau régional du UNFPA à Dakar ?

Nous nous focalisons sur le dividende démographique, en construisant des partenariats ambitieux avec tous les acteurs ayant un impact en matière de transformation. Nous voulons mettre l'accent sur les résultats concrets et des changements qui mettent au premier plan les jeunes, ainsi que les entités nationales et régionales. C'est un gage de viabilité et de durabilité. Nos actions reposent non pas sur des sentiments, mais des données statistiques sérieuses. D'où notre approche globale qui vise à réduire les cas de polarisation sur certains domaines d'action – les uns

voulant par exemple mettre l'accent sur la mortalité maternelle et les autres non. En Sierra Leone, plus de 1 000 femmes meurent pour 100 000 naissances vivantes. Cette réalité incontournable nécessite des réponses précises.

Comment livrez-vous la bataille pour changer les mentalités ?

Nous sommes une institution de petite taille. La seule façon d'avoir un impact consiste à mobiliser des parties prenantes qui puissent se retrouver dans notre action. Si nous ne réglons pas la question du planning familial, 80 millions d'enfants supplémentaires dans le monde iront dormir le ventre vide. De même,

et j'en discute avec le Bureau international du travail (BIT), nous aurons plus de 20 millions de demandeurs d'emploi additionnels par an, ce qui ne rendra pas notre vie facile... Les implications de la planification familiale sont multiples, et l'on ne peut plus séparer l'éducation de la fille, la santé de la mère des questions plus larges de paix et de sécurité. Notre écosystème unique de partenariats va faire l'objet d'un ouvrage important sur la cible 17 des ODD, qui sera publié lors de la prochaine Assemblée générale de l'ONU. Cette cible 17 porte précisément sur les partenariats – la clé de toutes les autres cibles –, qui ne sont pas un but, mais un moyen.



Hadja Idrissa Bah

Le combat de toute une génération

Née en 1999, cinq ans après la CIPD du Caire, la jeune Guinéenne incarne une nouvelle génération prête à changer les mentalités.

Quand les jeunes femmes de vingt ans comme nous sortent dans la rue et réclament, il faut les écouter!» À l'âge de dix-huit ans, elle s'est fait remarquer sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo devenue virale sur Facebook tournée en mars 2018 lors d'une manifestation à Conakry, Hadja Idrissa Bah apparaît en foulard rouge. Courageuse, éloquente, elle est déterminée à obtenir le minimum, c'est-à-dire le respect de son corps et de son avenir.

Engagée contre l'excision et les mariages précoces, cette fille d'un petit épicier et d'une femme de ménage de la commune populaire de Ratoma, à Conakry, est l'aînée d'une fratrie de neuf enfants. Elle est poussée par son père à étudier, et fait de ses études la priorité. Lorsque sa première vidéo fait parler d'elle à l'international, elle est déjà bien connue à Conakry. Elle a été élue en 2013, à l'âge de quatorze ans, membre du Parlement des enfants guinéens. Un an plus tard, elle en devient présidente et à dix-sept ans, elle fonde le Club des jeunes filles leaders de Guinée. Son association sensibilise dans les écoles et donne un espace de parole qui manque cruellement. Elle passe la majeure partie de son temps à recueillir des témoignages sur des viols conjugaux, des mariages précoces, des grossesses non désirées, dans le cadre des «cellules d'écoute» qu'elle a montées.

Il y a fort à faire en Guinée, où 55 % des filles sont mariées avant 18 ans. Malgré une loi contre l'excision adoptée dès 1965, le pays affiche l'un des plus forts taux au monde de

femmes excisées (97 % des 15-49 ans, contre 89 % en Sierra Leone, 83 % au Mali, 75 % en Gambie, des niveaux tombés à 25 % au Nigeria et 23 % au Sénégal).

Elle-même a été excisée à l'âge de dix ans, lors de prétendues «vacances» organisées par sa famille, au cours desquelles elle a dû faire face à une vieille femme. Une pratique qui la révolte. «*Nous ne luttons pas pour l'argent ou la célébrité, mais parce que ces violences, nous les avons vécues. Les femmes méritent d'avoir un corps pur et complet, de ne pas être privées de leurs droits.*»

Nous devons nous lever

Sa renommée lui vaut d'être sélectionnée par le Fonds français Muskoka avec sept autres jeunes blogueurs, journalistes ou influenceurs ouest-africains, pour participer à un atelier d'une semaine à Dakar, organisé fin 2018 par Le Monde Afrique, TV5 Monde et RFI. À l'issue de cette formation, elle décide d'écrire un texte sur la Guinée. Aujourd'hui, elle étudie la science politique et milite plus que jamais sur la cause qui la concerne au plus haut point : son avenir et celui de ses sœurs, qu'elle veut voir échapper à l'excision. Présente en mai 2019 lors du «Women 7» (W7), un mouvement international d'organisations féministes né en 2017 en marge du G7, elle continue de marteler son message : «*Nous sommes les victimes. C'est nous qui sommes mutilées, il faut donc que nous nous levions!*»

À son niveau, elle poursuit le combat d'égyptiennes telles que le mannequin d'origine guinéenne Katoucha Niane ou la chanteuse malienne Inna Modja, qui ont brisé le tabou en osant parler ouvertement de leur traumatisme. Croire qu'elle reste une exception dans sa société ou sa région serait une erreur. «*Elle appartient à cette génération qui a envie de changer les choses et mène des actions à très fort impact*», relève Marie Soulié, coordinatrice du point focal du Fonds français Muskoka à Dakar. «*Elle est emblématique d'une jeunesse qui se met de plus en plus en mouvement et ne fait plus parler d'elle pour sa vulnérabilité, mais au contraire sa force de proposition, en tant qu'acteur à part entière*». Le parcours de Hadja Idrissa Bah ne fait que commencer. Il s'annonce prometteur. ■